



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Portant création du périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Sainte-Cécile, de l'Eglise Saint-Hippolyte, de la Maison rue de la Brèche, et des parcelles contenant les vestiges d'une villa « des près-Bas » et de mosaïque gallo-romaine, protégés au titre des monuments historiques sur le territoire de la commune de Loupian (Hérault)

Le Préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'Environnement, notamment son article L.123-1 ;

Vu le code du Patrimoine, notamment ses articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-95

Vu le projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA), proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, de l'Eglise Sainte-Cécile classée à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 22 décembre 1949, de l'Eglise Saint-Hippolyte classée à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 17 décembre 1923, de la Maison rue de la Brèche inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 15 juillet 1976, et des parcelles contenant les vestiges d'une villa « des près-Bas » et de mosaïque gallo-romaine classées à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 27 mai 1970 ;

Vu la délibération n°2850 du conseil municipal de Loupiac en date du 20 février 2020 approuvant la modification des périmètres de protection des monuments historiques proposée par l'Architecte des Bâtiments de France ;

Vu l'arrêté n°2024-07-DRCL-0406 en date du 19 juillet 2024 portant ouverture de l'enquête publique du 02 septembre 2024 au 20 septembre 2024 sur le projet de création d'un périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Sainte-Cécile, de l'Eglise Saint-Hippolyte, de la Maison rue de la Brèche, et des parcelles contenant les vestiges d'une villa « des près-Bas » et de mosaïque gallo-romaine, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 10 octobre 2024 ;

Vu l'accord du conseil municipal de Loupiac par délibération n°3378 en date 17 décembre 2024 sur le Périmètre Délimité des Abords de l'Eglise Sainte-Cécile, de l'Eglise Saint-Hippolyte, de la Maison rue de la Brèche, et des parcelles contenant les vestiges d'une villa « des près-Bas » et de mosaïque gallo-romaine ;

Vu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France de l'Hérault en date 06 novembre 2024 sur le Périmètre Délimité des Abords ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords de l'Eglise Sainte-Cécile, de l'Eglise Saint-Hippolyte, de la Maison rue de la Brèche, et des parcelles contenant les vestiges d'une villa « des près-Bas » et de mosaïque gallo-romaine ambitionne de recentrer la protection sur les secteurs qui participent à la qualité des abords d'un monument historique et de l'environnement dans lequel il est implanté, à savoir les secteurs à forte valeur patrimoniale, les secteurs comprenant des éléments architecturaux, urbains ou paysagers d'intérêt patrimonial.

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles d'Occitanie :

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le périmètre délimité des abords de l'Eglise Sainte-Cécile classée à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 22 décembre 1949, de l'Eglise Saint-Hippolyte classée à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 17 décembre 1923, de la Maison rue de la Brèche inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 15 juillet 1976, et des parcelles contenant les vestiges d'une villa « des près-Bas » et de mosaïque gallo-romaine classées à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 27 mai 1970, est créé selon le plan joint en annexe.

Article 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales d'Occitanie, le directeur régional des affaires culturelles d'Occitanie, le chef de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

À Toulouse, le 15 MAI 2025


Pierre-André DURAND

